REPUBLIQUE DU CAMEROUN

*Paix Travail Patrie*

**MINISTÈRE DES FINANCES**

PROGRAMME D'AMELIORATION
DE LA PERFORMANCE, DE LA REDEVABILITE
ET DE LA TRANSPARENCE

UNITE DE COORDINATION DU PROGRAMME

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

# APPEL A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT

**N° 00011 /AMI/MINFI/PforR/IMPACT/UCP/SPM/ASPM/11-2026**

**DU 17 NOV 2026**

**RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CABINET POUR L'ÉTUDE APPROFONDIE D'ÉVALUATION DE LA COHÉRENCE DES TEXTES À INCIDENCE FINANCIÈRE AVEC LA LOI N°2018/012 DU 11 JUILLET 2018 PORTANT RFE-AEP .**

***PAYS : CAMEROUN***

*NOM DU PROJET :* **PROGRAMME D'AMELIORATION DE LA PERFORMANCE, DE LA REDEVABILITE ET DE LA TRANSPARENCE (PforR/IMPACT).**

***Numéro de Crédit :*** IDA N°7720- CM

**Intitulé de la Mission :** Recrutement d'un Cabinet pour l'étude approfondie d'évaluation de la cohérence des textes à incidence financière avec la Loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant Régime Financier de l'État et des Autres Entités Publiques (RFE-AEP).

**N° de référence : CM-MINFI-555468-CS-CQS**

1. Le **gouvernement de la République du Cameroun** bénéficie du concours technique et financier de la Banque mondiale pour la mise en œuvre du **Programme pour les Résultats axé sur l'Amélioration de la Performance, de la Redevabilité et de la Transparence (IMPACT)**, et a l'intention d'affecter une partie du produit à des services de consultant relatifs à la **sélection d'un Cabinet pour l'étude approfondie d'évaluation de la cohérence des textes à incidence financière avec la Loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant Régime Financier de l'État et des Autres Entités Publiques (RFE-AEP).**

2. Les services de consultant (firme) consisteront à recenser et analyser juridiquement, texte par texte, l'ensemble des textes à incidence financière en vigueur dans les administrations publiques, afin d'identifier leurs incohérences, contradictions et obsolescences au regard de la loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant RFE-AEP et du cadre harmonisé de la CEMAC, et à proposer une stratégie structurée de mise en cohérence normative assortie d'un plan de réforme juridique et de projets de textes.

Il s'assurera tout particulièrement d'atteindre les objectifs suivants :

### 2.1. Objectif général

**L'objectif général de la mission est de réaliser une** évaluation exhaustive, approfondie et opérationnelle de la cohérence des textes à incidence financière en vigueur avec la loi n°2018/012, **en vue de proposer une stratégie structurée de mise en cohérence normative du cadre juridique des finances publiques camerounaises.**

### 2.2. Objectifs spécifiques

De manière spécifique, la mission vise à :

- Recenser de manière exhaustive l'ensemble des textes à incidence financière dans les administrations publiques ;
- Constituer une base de données normative structurée ;
- Analyser juridiquement chaque texte au regard de la loi n°2018/012 et des principes de gouvernance financière moderne ;
- Identifier les incohérences, contradictions et obsolescences ;
- Classer les textes selon leur niveau de criticité : abrogation, révision, harmonisation ;
- Proposer une stratégie de mise en cohérence normative, incluant notamment un plan de réforme juridique ;
- Accompagner la validation institutionnelle des résultats.

### 2.3. Tâches du consultant

À ce titre, le Cabinet sera chargé de conduire la mission en cinq (05) phases :

- Le cadrage et le lancement de la mission ;
- Le recensement et la collecte des textes à incidence financière auprès des administrations, avec l'appui des points focaux sectoriels ;
- L'analyse juridique et le diagnostic de cohérence (état des lieux, matrice de cohérence normative, base de données des textes) ;
- L'élaboration de la stratégie de réforme normative (plan stratégique de mise en cohérence et projets de textes) ;
- La validation et la finalisation des travaux, notamment à travers un atelier de validation avec les parties prenantes.

3. Il est prévu que les prestations soient réalisées sur une période de **quarante-cinq (45) jours** à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage de la mission.

4. Le **Coordonnateur de l'Unité de Coordination du Programme du PforR/IMPACT** invite dès à présent les Consultants (firmes) à faire part de leur intérêt à fournir les Services.

Les Consultants (firmes) intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les services. Le consultant à recruter doit être un **Cabinet (firme) légalement constitué**, disposant d'une expérience avérée en droit public financier, en réforme des finances publiques et en analyse normative (expérience générale dans le domaine, **références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables**).

NB : Les experts clés ne seront pas évalués à cette étape.

5. L'attention des Consultants (firme) intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17 du « **Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de FPI** » de la Banque mondiale, **édition de Septembre 2025**, qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de **conflits d'intérêts** sont applicables.

   Les Consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement d'entreprises seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.

6. Un Consultant (firme) sera sélectionné par la méthode basée sur la **Sélection Fondée sur la Qualification du Consultant (SQC)** telle que définie dans le ***Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'Investissement (FPI)*, édition de Septembre 2025** et ses mises à jour.

7. Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous aux heures suivantes : **8h00** à **15h30,** heure locale, et à l'adresse **Appel_PforR@rfp.cm avec copie obligatoire à : jeannehortensemayi@gmail.com Tél : 692 86 59 24.**

8. Les dossiers de manifestations d'intérêt rédigés à l'attention de Monsieur le Coordonnateur du Programme PforR/IMPACT en français ou en anglais, seront déposés soit en version physique (05 exemplaires dont 01 original et 04 copies) à **l'Unité de Coordination du Programme IMPACT, situé au premier étage du bâtiment annexe de la Direction Générale du Budget du Ministère des Finances, sis au quartier Fouda (lieu-dit ancienne Hysacam)**, soit en version numérique en formats PDF & Word par courrier électronique, soit en version physique accompagnée de la version numérique sur clé USB en format PDF & Word en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies, à l'adresse ci-dessus, au plus tard le 03 DEC 2026 à **15h30** heure locale.

Les dossiers doivent porter la mention :

**N° - 00011 Avis à Manifestation d'Intérêt /AMI/MINFI/PforR/IMPACT/UCP/SPM/ASPM/11-2026**

**DU 17 NOV 2026**

**Pour le recrutement d'un Cabinet pour l'étude approfondie d'évaluation de la cohérence des textes à incidence financière avec la Loi n°2018/012 portant RFE-AEP ».**

Le Coordonnateur

ONDOA Frédéric Jean Marie
Administrateur Civil, Option
Economie et Finances

# GRILLE D'ÉVALUATION

**Nom de l'évaluateur :** _____

**Nom du consultant :** _____

| Critère | Exigences minimales | Eléments d'appréciation | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|
| **Statut du consultant** | • Être un Cabinet (firme) légalement constitué. | **Pièces justificatives (statuts, registre de commerce, NIU)** | **Chaque mission/référence devra indiquer :**<br>**- la structure dans laquelle la mission a été exécutée ;**<br>**- L'année d'exécution et l'intitulé d la mission ;**<br>**- Une brève présentation de la mission ;**<br>**- Les contacts de certains responsables.** |
| **Expérience générale** | • Expérience générale dans le domaine des finances publiques et du droit public financier | **Nombre de missions/références** | |
| **Expérience spécifique** | • Expérience dans des conditions semblables (Cameroun / zone CEMAC, déploiement auprès de plusieurs administrations) ;<br>• Références en analyse normative ou juridique de textes financiers, en réforme des finances publiques ou en élaboration de projets de textes | **Nombre de missions/références** | |

REPUBLIC OF CAMEROON

*Peace – Work – Fatherland*

MINISTRY OF FINANCE

PROGRAMME FOR IMPROVING PERFORMANCE, ACCOUNTABILITY AND TRANSPARENCY

PROGRAMME COORDINATION UNIT

THE WORLD BANK
IBRD · IDA | WORLD BANK GROUP

**CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST**

**No. 00011 /AMI/MINFI/PforR/IMPACT/UCP/SPM/ASPM/11-2026**

**OF 17 NOV 2026**

**FOR THE RECRUITMENT OF A FIRM FOR AN IN-DEPTH STUDY ASSESSING THE CONSISTENCY OF LEGAL TEXTS WITH FINANCIAL IMPLICATIONS WITH LAW No. 2018/012 OF 11 JULY 2018 ON THE RFE-AEP.**

***COUNTRY: CAMEROON.***

*PROJECT NAME:* **PROGRAMME FOR IMPROVING PERFORMANCE, ACCOUNTABILITY AND TRANSPARENCY (PforR/IMPACT).**

***Credit Number:*** IDA No. 7720-CM.

**Title of the Assignment:** Recruitment of a firm for an in-depth study assessing the consistency of legal texts with financial implications with Law No. 2018/012 of 11 July 2018 on the Financial Regime of the State and Other Public Entities (RFE-AEP).

**Step Reference No.: CM-MINFI-555468-CS-CQS.**

1. The **Government of the Republic of Cameroon** has received technical and financial support from the World Bank for the implementation of the **Program-for-Results for Improving Performance, Accountability and Transparency (IMPACT)**. and intends to apply part of the proceeds to consulting services for the **selection of a firm for an in-depth study assessing the consistency of legal texts with financial implications with Law No. 2018/012 of 11 July 2018 on the Financial Regime of the State and Other Public Entities (RFE-AEP).**

2. The consulting services (firm) shall consist of identifying and legally analysing. text by text, all legal texts with financial implications in force in public administrations. in order to identify their inconsistencies. contradictions and obsolete provisions with regard to Law No. 2018/012 of 11 July 2018 on the RFE-AEP and the CEMAC harmonised framework. and of proposing a structured strategy for regulatory alignment. together with a legal reform plan and draft texts.

The consultant shall ensure in particular that the following objectives are achieved:

**2.1. General objective**

**The general objective of the assignment is to carry out an** exhaustive. in-depth and operational assessment of the consistency of the legal texts with financial implications in force with Law No. 2018/012, **with a view to proposing a structured strategy for bringing the legal framework of Cameroon's public finances into regulatory alignment.**

**2.2. Specific objectives**

Specifically. the assignment aims to:

- make an exhaustive inventory of all legal texts with financial implications in public administrations;
- build a structured regulatory database;
- legally analyse each text with regard to Law No. 2018/012 and the principles of modern financial governance;
- identify inconsistencies. contradictions and obsolete provisions;
- classify the texts according to their level of criticality: repeal. revision. harmonisation;
- propose a regulatory alignment strategy. including in particular a legal reform plan;
- support the institutional validation of the results.

**2.3. Tasks of the consultant**

To this end. the firm shall carry out the assignment in five (05) phases:

- scoping and launch of the assignment;
- inventory and collection of legal texts with financial implications from administrations. with the support of sector focal points;
- legal analysis and consistency diagnosis (situation analysis. regulatory consistency matrix. database of texts);
- development of the regulatory reform strategy (strategic alignment plan and draft texts);
- validation and finalisation of the work. in particular through a validation workshop with stakeholders.

3. The services are expected to be performed over a period of **forty-five (45) days** from the date of notification of the service order to commence the assignment.

4. The **Coordinator of the PforR/IMPACT Programme Coordination Unit** now invites eligible consulting firms to indicate their interest in providing the Services.

Interested consulting firms must provide information demonstrating that they have the required qualifications and relevant experience to perform the services. The consultant to be recruited must be a **legally constituted firm**, with proven experience in public financial law, public finance reform and regulatory analysis (general experience in the field, **references for the performance of similar contracts, experience in similar conditions**).

NB: Key experts will not be evaluated at this stage.

5. The attention of interested consultants is drawn to Section III, paragraphs 3.14, 3.16 and 3.17 of the World Bank's "**Procurement Regulations for IPF Borrowers" September 2025 edition**, setting forth the World Bank's policy on **conflict of interest**, which are applicable.

   Consultants may associate with other firms to enhance their qualifications, but should indicate clearly whether the association is in the form of a joint venture and/or a sub-consultancy. In the case of a joint venture, all the partners in the joint venture shall be jointly and severally liable for the entire contract, if selected.

6. A consulting firm will be selected in accordance with the **Consultant's Qualification-based Selection (CQS)** method set out in the ***Procurement Regulations for Borrowers seeking Investment Project Financing (IPF)*, September 2025 edition** and its updates.

7. Further information can be obtained at the address below during the following hours: **8:00 a.m.** to **3:30 p.m.,** local time, and at **Appel_PforR@rfp.cm with a mandatory copy to: jeannehortensemayi@gmail.com Tel: 692 86 59 24.**

8. Expressions of interest, addressed to the Coordinator of the PforR/IMPACT Programme and written in French or English, shall be submitted either in hard copy (05 copies, including 01 original and 04 copies) at **the IMPACT Programme Coordination Unit, located on the first floor of the annex building of the Directorate General of Budget of the Ministry of Finance, Fouda neighbourhood (formerly Hysacam)**, or electronically in PDF & Word format by e-mail, or in hard copy together with the electronic version on a USB key in PDF & Word format in five (05) copies, including one (01) original and four (04) copies, at the above address, no later than _____ at **3:30 p.m.** local time.

Submissions must be marked:

**Call for Expressions of Interest**

**No. 00011 /AMI/MINFI/PforR/IMPACT/UCP/SPM/ASPM/11-2026**

**OF 17 NOV 2026**

**For the recruitment of a firm for an in-depth study assessing the consistency of legal texts with financial implications with Law No. 2018/012 on the RFE-AEP**

Le Coordonnateur

ONDOA Frédéric Jean Marie
Administrateur Civil, Option
Economie et Finances

# EVALUATION GRID

**Name of evaluator:** _____

**Name of consultant:** _____

| Criterion | Minimum requirements | Assessment elements | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|
| **Status of the consultant** | • Be a legally constituted firm. | **Supporting documents (articles of association, trade register, tax ID number)** | **Each assignment/reference must indicate:**<br>**- the organisation for which the assignment was carried out;**<br>**- the year of execution and title of the assignment;**<br>**- a brief description of the assignment;**<br>**- contact details of some officials.** |
| **General experience** | • General experience in public finance and public financial law | **Number of assignments/references** | |
| **Specific experience** | • Experience in similar conditions (Cameroon CEMAC zone, deployment across several administrations);<br>• References in regulatory or legal analysis of financial texts, public finance reform or drafting of legal texts | **Number of assignments/references** | |